

**Entrez le numéro d’Affilié :****0000****Préambule audit LBA**

En vertu de la Loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (LBA) et du Règlement d’affiliation de SO-FIT, les Affiliés à l’OAR de SO-FIT doivent se soumettre à un audit périodique, en principe annuel.

De même, sur décision de la direction de SO-FIT, ils peuvent faire l’objet d’un contrôle ad hoc, afin de vérifier si les dispositions de la LBA sont respectées et s’ils remplissent en permanence les conditions d’affiliation à l’OAR de SO-FIT. L’appréciation des lacunes constatées est une tâche réservée à SO-FIT.

Objectif

L’objectif de l’audit annuel LBA ou du contrôle ad hoc est d’avoir un niveau de certitude suffisant quant au respect des dispositions légales et réglementaires par l’Affilié. Il permet aussi d’établir / confirmer le niveau de risque que représente l’affilié par rapport à son modèle d’affaire et son organisation.

Procédure

Les vérifications par les auditeurs s’effectuent par sondages.

Accès à la documentation

L’Affilié doit permettre à son auditeur LBA ou au chargé d’enquête, ci-après « auditeur », l’accès à l’ensemble des documents nécessaires, sans aucune restriction et en toute transparence.

Indépendance de l’auditeur LBA

L’auditeur LBA choisi par l’Affilié doit lui être indépendant et être agréé par SO-FIT. L’attestation d’indépendance du présent document, signée par l’auditeur LBA, doit être jointe au rapport.

Rapport LBA

Tous les champs doivent impérativement être complétés afin que le rapport puisse être validé par SO-FIT. *Le rapport doit être exhaustif et se suffire à lui-même, les références à des documents soumis antérieurement ne sont pas acceptées.*

Structure des documents**Document I – Audit LBA**

1. Check-list d’indépendance	2
2. Description de l’Affilié	3-10
3. Résumé du rapport de l’auditeur LBA	11
4. Critères de risques.....	12
5. Organisation interne	13-15
6. Recours à un tiers dans l’exécution des obligations de diligence	16
7. Obligations en cas de soupçon de blanchiment	16
8. Conclusions et/ou commentaires additionnels	17

**1. Check-list d'indépendance**

Lors de l'audit périodique LBA ou d'un contrôle ad hoc, l'auditeur ou le chargé d'enquête est tenu de remplir la présente déclaration d'indépendance, pour lui-même en tant que responsable de mandat et pour la société qu'il représente en tant qu'auditeur LBA.

1.1.	Existe-t-il des liens de parenté, des relations commerciales ou financières allant au-delà des contacts inhérents à l'exercice du mandat avec l'Affilié à auditer ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
1.2.	Des fonctions de direction ou de décision sont-elles exercées auprès de l'Affilié et réciproquement ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
1.3.	D'autres travaux que le mandat d'audit LBA sont-ils accomplis auprès de l'Affilié ? Si tel est le cas, quelles sont les précautions prises pour assurer l'objectivité et l'indépendance de l'auditeur LBA ou du chargé d'enquête ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
1.4.	La relation professionnelle entre l'auditeur responsable et l'Affilié pourrait-elle donner l'impression que l'objectivité et l'indépendance de l'auditeur ou du chargé d'enquête s'en trouve compromise ou altérée ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
1.5.	Y a-t-il, ou risque-t-il d'y avoir des différends juridiques entre l'auditeur LBA ou le chargé d'enquête et l'Affilié ? Si c'est le cas, quelles sont les mesures prises pour prévenir une atteinte effective ou apparente à l'objectivité et à l'indépendance ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
1.6.	Des personnes autres que l'auditeur influencent-elles le présent audit ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

Si l'auditeur LBA ou le chargé d'enquête répond par l'affirmative à l'une des questions ci-dessus, il doit expliquer pour quelles raisons les critères d'objectivité et d'indépendance restent garantis.

Commentaires :

Date : Cliquez ici pour entrer une date.

Nom de la société d'audit :	
Nom et signature de(s) la personne(s) autorisée(s) :	
Nom et signature de l'auditeur responsable :	
Nom et signature de l'auditeur additionnel (le cas échéant) :	

**2. Description de l'Affilié**

En notre qualité d'auditeur au sens de la LBA et conformément aux exigences du présent programme de travail établi par SO-FIT et dont nous avons au préalable pris connaissance, nous avons procédé en date du **Cliquez ici pour entrer une date.** à un audit LBA, couvrant la période du **Cliquez ici pour entrer une date.** au **Cliquez ici pour entrer une date.** ci-après, « l'Exercice » auprès de l'Affilié.

Le présent rapport couvre-t-il deux années ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Dans l'affirmative, répondre ci-dessous	
L'auto déclaration est-elle conforme ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a

Commentaires :

Raison sociale, adresse complète

Nous attestons que nous remplissons les conditions mentionnées aux art 3, 4 et 5 du Règlement des auditeurs de SO-FIT.

Notre mission consiste à faire mention dans le rapport d'audit de toutes les lacunes constatées.

Nous avons effectué des vérifications selon les normes de la profession et par sondage.

Nous estimons que notre audit a été planifié et réalisé de manière à pouvoir déceler les manquements avec un degré raisonnable de certitude. Il constitue donc une base suffisante pour former notre opinion.

En cas de manque de place dans les cellules prévues pour les commentaires, la section 8 est extensible à l'infini. Merci d'y reprendre la nomenclature ou la numérotation selon le RA LBA.

**Activité prépondérante soumise à la LBA (effective ou prévue)****Joindre une copie de l'extrait du RC avec radiations**

<input type="checkbox"/> Gestion de fortune	<input type="checkbox"/> Activités de change	<input type="checkbox"/> Négocier de devises
<input type="checkbox"/> Distr. de fonds de placement	<input type="checkbox"/> Négocier de matières premières et de métaux précieux	<input type="checkbox"/> Transport de valeurs et conservations de valeurs mobilières
<input type="checkbox"/> Activités à titre fiduciaire (sauf Trust)	<input type="checkbox"/> Prestations de service dans les opérations de paiement	<input type="checkbox"/> Affaires de crédits, leasing, factoring et affacturage
<input type="checkbox"/> Courtage en assurances	<input type="checkbox"/> Avocats et notaires	<input type="checkbox"/> Transfert de fonds
<input type="checkbox"/> Société d'investissement	<input type="checkbox"/> Trust	

Autres activités :

<input type="checkbox"/> Gestion de fortune	<input type="checkbox"/> Activités de change	<input type="checkbox"/> Négocier de devises
<input type="checkbox"/> Distr. de fonds de placement	<input type="checkbox"/> Négocier de matières premières et de métaux précieux	<input type="checkbox"/> Transport de valeurs et conservations de valeurs mobilières
<input type="checkbox"/> Activités à titre fiduciaire (sauf Trust)	<input type="checkbox"/> Prestations de service dans les opérations de paiement	<input type="checkbox"/> Affaires de crédits, leasing, factoring et affacturage
<input type="checkbox"/> Courtage en assurances	<input type="checkbox"/> Avocats et notaires	<input type="checkbox"/> Transfert de fonds
<input type="checkbox"/> Société d'investissement	<input type="checkbox"/> Trust	

Cocher la case correspondante pour les **affiliés actifs en tant que Virtual Asset Service providers (VASP)** **oui** non

<input type="checkbox"/> Opérations de change entre monnaies FIAT et actifs virtuels (services de change)	<input type="checkbox"/> Opérations de change entre un ou plusieurs actifs virtuels (services de change)	<input type="checkbox"/> Conservation ou gestion de biens virtuels ou de moyens de contrôle sur des biens (services de garde)
<input type="checkbox"/> Participation ou fourniture de services financiers à un émetteur ou à un vendeur d'actifs virtuels (services ICO)	<input type="checkbox"/> Transactions d'actifs virtuels (plateformes commerciales ou transfert d'actifs virtuels pour le compte d'une autre personne physique ou morale)	

Activité de Conseil	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
---------------------	--

Si **oui** veuillez indiquer le nom du Registre des conseillers : Choisissez un élément.Si **oui** veuillez indiquer à quel organe de médiation vous avez fait appel : Choisissez un élément.

Conseillers enregistrés au Registre des conseillers	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a
---	---

Si vous avez répondu **non** veuillez expliquer pourquoi l'enregistrement n'est pas nécessaire :



Nouveau(x) type(s) d'activité sur l'exercice	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Si vous avez répondu oui veuillez indiquer le ou les type(s) d'activité :	
Cessation d'activité(s) sur l'exercice	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Si vous avez répondu oui veuillez indiquer le ou les type(s) d'activité :	

Type de Clientèle	<input type="checkbox"/> privée <input type="checkbox"/> institutionnelle <input type="checkbox"/> suisse <input type="checkbox"/> étrangère <input type="checkbox"/> société(s) de domicile
Nomination(s) / Radiation(s) du Conseil d'Administration	
Nomination(s) / Radiation(s) Direction	
Ont-ils été accrédités / radiés auprès de SO-FIT ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a
Nombre global d'intervenants au 31 déc. 2022	
Evolution du nombre global d'intervenants sur l'exercice	

Forme juridique	
Actionnaires – associés avec la ligne de détention complète jusqu'aux personnes physiques détenant au moins 10% des parts ou droit de vote de la société (détenteurs de participation qualifiée).	



Y-a-t-il des modifications en lien avec les détenteurs, ligne de détention, etc par rapport au RA LBA précédant ?

oui

non

Si vous avez répondu oui veuillez indiquer lesquelles :

Une procédure civile, pénale, administrative, de surveillance ou en matière de poursuite pour dettes et faillites se rapportant à l'exercice de l'activité et pouvant influencer la garantie d'une activité irréprochable a-t-elle été ouverte ?

oui

Sont concernées toutes les procédures qui sont, ou ont été dirigées contre l'Affilié, l'un de ses associés, administrateur, membre de sa direction, détenteur de participation qualifiées, mandataire ou employé sur l'exercice sous revue.

non

Commentaires :



Description générale des activités de l'Intermédiaire Financier

Type de services/prestations, profil clientèle, organisation, relations clients.... L'auditeur devra notamment examiner et détailler l'activité de succursales et/ou filiales de l'Affilié à l'étranger ainsi que de sociétés sises à l'étranger, appartenant au même groupe que l'Affilié, avec lesquelles il entretiendrait des liens opérationnels suivis.

En cas d'activités dans le domaine des VASP (Cf. supra) décrire avec précision le type de prestations offert et la clientèle ciblée.

**Spécificités**

2.1.	Structure de la clientèle	
2.1.1	PEP	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.1.2	Clients résidant ou opérant dans des pays à haut risque TI	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.1.3	Secteur d'activité professionnel à risque potentiel (ex. import/export, commerces de bien de gré à gré)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.1.4	Transferts en provenance ou à destination de pays à haut risque IT	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.1.5	Prestations et services particuliers demandés par les clients	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.1.6	Fortune élevée	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.1.7	Ratio élevé de clients par RM	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.1.8	Turnover clients >25%	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.1.9	Dépendance financière vis-à-vis d'un client > 25%	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.2.	Présence géographique de l'Affilié	
2.2.1	Appartenance à un groupe international	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.2.2	Siège en Suisse mais filiales à l'étranger	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.3.	Partenaires – Banques dépositaire	
2.3.1	Recours à des auxiliaires / tiers non IF	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.3.2	Structure « satellitaire » - staff à l'étranger	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.3.3	Absence de contact direct entre l'IF et ses clients	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.3.4	Banques dépositaires dans des juridictions peu transparentes ou peu coopératives	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.3.5	Banques dépositaires à l'étranger	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.4.	Structure opérationnelle et services particuliers	
2.4.1	Actionnariat (changement pour plus de 30% en une période)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.4.2	Structures offshores ou complexes	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.4.3	Gestion de fond offshore	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.5.	Plaintes et procédures	
2.5.1	Procédure ouverte	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2.5.2	Plaintes et réclamations	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
En cas de réponse positive aux questions ci-dessus, l'auditeur doit documenter son constat et les mesures requises dans la rubrique « commentaires » ci-après		
Commentaires :		



2.6.	Facteurs opérationnels impactant le risque de l'activité		
2.6.1	Types de prestations et produits proposés		<input type="checkbox"/> Traditionnel/conservateur <input type="checkbox"/> Complexe <input type="checkbox"/> Inhabituel
2.6.2	a. La gestion des risques est-elle appropriée ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	b. Niveau d'appropriation <input type="checkbox"/> Défaillant <input type="checkbox"/> Faillible <input type="checkbox"/> Efficace
2.6.3	a. Les collaborateurs sont-ils qualifiés et formés ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	b. Niveau de formation des collaborateurs <input type="checkbox"/> Défaillant <input type="checkbox"/> Faillible <input type="checkbox"/> Efficace
2.6.4	a. La surveillance et les clarifications sont-elles effectuées ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	b. Niveau d'adaptation de la surveillance et des clarifications <input type="checkbox"/> Défaillant <input type="checkbox"/> Faillible <input type="checkbox"/> Efficace
2.6.5	a. L'Affilié connaît-il ses clients et leurs environnements ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	b. Niveau de connaissance des clients <input type="checkbox"/> Défaillant <input type="checkbox"/> Faillible <input type="checkbox"/> Efficace
2.6.6	a. Existe-t-il des directives internes ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	b. Niveau d'application des directives internes <input type="checkbox"/> Défaillant <input type="checkbox"/> Faillible <input type="checkbox"/> Efficace
2.6.7	a. Existe-t-il un processus de contrôle ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	b. Quel est son niveau d'application/adaptation ? <input type="checkbox"/> Défaillant <input type="checkbox"/> Faillible <input type="checkbox"/> Efficace
2.6.8	a. Qualité d'exécution	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	b. Niveau de l'exécution <input type="checkbox"/> Défaillant <input type="checkbox"/> Faillible <input type="checkbox"/> Efficace
En cas de réponse négative aux questions ci-dessus, l'auditeur doit documenter son constat et les mesures requises ci-dessous ; il en va de même si l'auditeur attribue le niveau « Faillible » ou « Défaillant » dans les questions 2.6.6.b et 2.6.8.b			

Commentaires :



Appréciation du risque

faible

standard

moyen

accru

Commentaires (dans l'éventualité de succursales, filiales ou structures du même groupe à l'étranger, l'auditeur devra apprécier le niveau d'assurance de l'Affilié concernant le respect des législations locales en matière de LBA et/ou des normes du GAFI par ces sociétés).

En cas d'activités dans le domaine des VASP (Cf. supra) apprécier les risques spécifiques et les mesures de mitigation prises par l'IF.

**3. Résumé du rapport de l'auditeur LBA****Obligations du l'Affilié (Diligence et Organisation)**

Les obligations mentionnées ci-dessus sont généralement (cocher la case appropriée) :

	remplies	partiellement remplies	non remplies
3.1. Vérification de l'identité du cocontractant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.2. Identification de l'ayant droit économique, des détenteurs de contrôle et organes divers dans le cadre de patrimoines organisés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.2b Seuil d'identification pour les changes en monnaies virtuelles (selon communication SO-FIT du 17.07.21 : https://so-fit.ch/pdf/Crypto_seuil_1000.pdf).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Non applicable <input type="checkbox"/>			
3.3. Renouvellement de la vérification de l'identité du cocontractant et de l'identification de l'ayant droit économique, des détenteurs de contrôle, des organes divers dans le cadre de patrimoines organisés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.4. Obligation particulière de clarification	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.5. Obligation d'établir et de conserver les documents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.6. Mesures organisationnelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.7. Obligations en cas de soupçon fondé de blanchiment d'argent	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.8. Obligations concernant la rupture de la relation d'affaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si l'une ou plusieurs des obligations sont partiellement ou non remplies, l'auditeur doit commenter son constat

Commentaires :

**4. Critères de risques****4.1. Critères de risque accru pour les relations d'affaires**

Le critère des PEP (Personnes exposées politiquement) est-il retenu par l'Affilié comme relation à risque accru?

oui non

Autres critères de risque accru concernant les relations d'affaires

Les critères retenus sont-ils adéquats par rapport au règlement ainsi que par rapport au type de clientèle et d'activité?

oui non

Commentaires :

4.2. Critères de risque accru pour les transactions

Les apports physiques de plus de CHF 100'000.- au début de la relation d'affaires, ainsi que la transmission de fonds de plus de CHF 5'000.- sont-ils considérés comme transactions à risque accru?

oui non

Autres critères de risque accru concernant les transactions

Les critères retenus sont-ils adéquats par rapport au règlement ainsi que par rapport au type de clientèle et d'activité?

oui non

Commentaires :

**5. Organisation interne****5.1. Collaborateurs directement exposés à des activités soumises à la LBA**

Nombre de collaborateurs exposés à des activités LBA au 31 déc. 2022

Nom des collaborateurs exposés aux activités LBA :

Nom des **nouveaux** collaborateurs exposés aux activités LBA sur l'exercice :

Ont-ils été accrédités?

 oui non n/aNom des collaborateurs exposés à des activités LBA **ayant cessé leur activité** sur l'exercice :

Ont-ils été radiés auprès de SO-FIT?

 oui non n/a**Commentaires :****5.2. Responsabilités LBA / Service de lutte contre le blanchiment**

Nom du responsable LBA vis à vis de SO-FIT

Lieu du domicile du responsable LBA

Noms des autres collaborateurs exerçant des responsabilités de formation, surveillance ou contrôle interne vis-à-vis de la LBA (dans le cas de plus de 10 collaborateurs exposés à des activités LBA)

Dans le cas où l'Affilié a plus de 20 collaborateurs LBA, un service de lutte contre le blanchiment d'argent a-t-il été mis en place ?

 oui non n/a

Son organisation et son activité sont-elles conformes aux exigences ?

 oui non n/a**Commentaires :**

**5.3. Relations d'affaires soumises à la LBA et registre central**

Nombre de relations d'affaires soumises à la LBA au 31 déc. 2022	
Nombre de nouvelles relations sur l'exercice	
Nombre de relations cessées ou suspendues sur l'exercice	
Sous quelle forme le registre central est-il tenu ?	

Sa structure et son contenu sont-ils appropriés ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
---	---

Commentaires :

5.4. Formation

Un des cours obligatoires de formation a-t-il été suivi sur l'exercice ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
--	---

Nom(s) de la (des) personne(s) accréditée(s) ayant suivi des cours.	
---	--

Une formation adéquate a-t-elle été dispensée aux collaborateurs directement exposés à des activités soumises à la LBA ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a
TOUS les collaborateurs exposés à la LBA doivent avoir au moins reçu une formation interne par un de leur collègue accrédité ayant suivi un cours de formation continue reconnu.	

Commentaires :

5.5. Directives internes

Dans le cas où l'Affilié compte plus 10 collaborateurs directement exposés à des activités soumises à la LBA, existe-t-il des directives internes écrites ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a
Sont-elles complètes, adéquates et correctement communiquées ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

Commentaires :

**5.6. Surveillance et contrôle**

La surveillance des relations d'affaires et des transactions à risque est-elle appropriée ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
L'Affilié consulte-t-il les listes officielles SECO/FINMA ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
Dans le cas où l'Affilié compte plus 10 collaborateurs directement exposés à des activités soumises à la LBA, les contrôles internes sont-ils adéquats ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> n/a

Commentaires :

5.7. Clarification

Des relations d'affaires ou des transactions ont-elles nécessité des clarifications ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
Les éléments complémentaires sont-ils satisfaisants ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> n/a
Les clarifications ont-elles permis d'écarter tout soupçon ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	

Commentaires :

5.8. Documentation et conservation des documents

Les documents et pièces justificatives relatifs aux relations d'affaires ainsi qu'aux transactions sont-ils adéquats et conservés dans un endroit sûr accessible en tout temps ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
--	------------------------------	------------------------------	--

Commentaires :

5.9. Site Internet

L'Affilié dispose-t-il d'un site Internet ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
Si oui, indiquez l'URL			
Y-a-t-il potentiellement une utilisation de termes erronés ou incitation à la confusion ou à la tromperie	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> n/a

Commentaires :

**6. Recours à un tiers dans l'exécution des obligations de diligence**

L'Affilié a-t-il eu recours à un tiers au cours de la période sous revue dans le cadre de l'exécution des obligations de diligence ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
Le tiers est-il soumis à une surveillance équivalente à celle de l'Affilié ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a
Si le tiers n'est pas soumis à une surveillance équivalente à celle de l'Affilié, existe-t-il une convention écrite, une instruction et un contrôle adéquats du tiers par l'Affilié ?	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a
L'Affilié détient-il et conserve-t-il les copies des documents établis par le tiers dans le cadre des obligations de diligence ?	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a

Décrire les obligations de diligence pour lesquelles l'Affilié a eu recours à un tiers :

Commentaires :

7. Obligations en cas de soupçon de blanchiment

L'Affilié a-t-il fait une communication au Bureau de Communication sur l'exercice ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
L'Affilié en a-t-il informé SO-FIT ?	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a
Si l'Affilié n'est pas dépositaire, en a-t-il informé l'intermédiaire financier dépositaire ?	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a
Les avoirs de la relation d'affaire ont-ils été bloqués ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a
Le cas est-il clos ?	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a
L'instruction a-t-elle conclu à un cas de blanchiment ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> n/a

Commentaires :



8. Conclusions et/ou commentaires additionnels :

- Suivi des visites de SO-FIT ;
- Rappel de toutes les recommandations ouvertes et des mises en conformité ouvertes sur les 10 dernières années (auditeur, contrôles ad hoc, OAR, OS, Finma) ;
- Plaintes clients : cas éventuels initiés ou ouverts sur l'exercice sous revue (détailler par plainte) ;
- Statut de la (des) plainte(s).